

Pau, le 19 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0172

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-30 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 3 juin 1986 réglementant le régime de priorité à l'intersection formée par l'avenue du président Kennedy, l'avenue de l'université, la voie du domaine universitaire, le cours Bérard, boulevard Jean Sarrailh ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;

Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer le régime de priorité à l'intersection formée par la voie de l'université côté sud, l'avenue du président Kennedy, le boulevard du recteur Jean Sarrailh, l'avenue de l'université et le cours Léon Bérard ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 3 juin 1986 qui réglementait le régime de priorité à l'intersection formée par l'avenue du président Kennedy, l'avenue de l'université, la voie du domaine universitaire, le cours Bérard et le boulevard Jean Sarrailh est abrogé.

ARTICLE 2 – La circulation des véhicules est réglementée par feux tricolores à l'intersection formée par la voie de l'université côté sud, l'avenue du président Kennedy, le boulevard du recteur Jean Sarrailh, l'avenue de l'université et le cours Léon Bérard.

En cas de non fonctionnement des feux ou de leur mise au clignotant, les usagers circulant avenue du président Kennedy, cours Léon Bérard et la voie de l'université côté sud doivent céder la priorité aux véhicules circulant Boulevard Jean Sarrailh et l'avenue de l'université.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

04 MAI 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire